

INTERGLOBAL

LIBYE

Le démantèlement compliqué des milices

Maryline Dumas

Le démantèlement des milices qui ne sont pas sous l'autorité du gouvernement libyen a été annoncé le 22 septembre. Si cette annonce était attendue par la population, son application s'avère difficile.

Le bus est arrêté par un militaire. Celui-ci y monte et interroge Mathieu Galtier, journaliste indépendant français : « Milicia, milicia ? » (« Milice, milice ? »), en pointant ses habits. « La, la, françaoui ! » (« Non, non, Français ! »), répond-il. Le militaire s'éloigne. Une femme au voile coloré se tourne vers Mathieu Galtier : « Il ne faut pas porter ce genre de pantalon ». Un baggy kaki, en l'occurrence. Dès dimanche 23 septembre au matin, lendemain de l'annonce du démantèlement des milices illégitimes, le ton est donné à Tripoli.

Tout a commencé le vendredi 21 septembre. Alors que le monde arabe manifeste contre le film anti-islam « L'innocence des Musulmans » et les caricatures de Mahomet publiées dans l'hebdomadaire satirique français Charlie hebdo, les Libyens, eux, manifestent pour la paix. A Tripoli, comme à Benghazi, la « ville rebelle », les manifestants célèbrent, pacifiquement, la journée internationale de la paix. Et en profitent pour demander, comme ce fut encore le cas vendredi dernier, la dissolution des milices qui, en l'absence d'une police armée, se chargent de la sécurité du pays. La nouvelle République libyenne porte en fait le poids de la Jamahiriya : la police et l'armée n'ont jamais porté d'arme sous le régime du Guide qui se méfiait d'elles.

« Nous demandions le démantèlement des milices, leur placement sous l'autorité du ministère de la dé-

fense et la formation d'une armée sous l'autorité des forces spéciales qui est ce qui ressemble le plus à une armée libyenne aujourd'hui », explique, avec force, Mabrouk, un Franco-libyen qui manifestait à Benghazi ce jour là. Dans la capitale de Cyrénaïque, justement, les manifestants ne se sont pas contentés des pancartes et des slogans : ils ont pris la direction de l'ancienne garnison de Mouammar Kadhafi, occupée, depuis la Révolution du 17 février 2011, par deux milices. Ansar al-Charia (les défenseurs de la charia) - une milice islamiste soupçonnée d'avoir joué un rôle dans la mort de l'ambassadeur américain Christopher Stevens le 11 septembre dernier (voir woxx 1181) - et les Martyrs d'Abou Salim. Elles sont alors délogées des locaux par la population. Après avoir été pillés, les bâtiments sont remis aux forces nationales libyennes.

Dans la nuit de samedi à dimanche 23 septembre, le président de l'Assemblée nationale, Mohamed al-Megaryef, suit la volonté de la population. Il annonce lors d'une conférence de presse à Benghazi « la dissolution des brigades et formations armées qui ne sont pas sous la légitimité de l'Etat dans les 48 heures. » Mabrouk, au téléphone, exulte : « C'est ce que nous demandions ! Certaines milices font leur propre loi ! D'autres, du trafic d'armes, ou alors ce sont des extrémistes ! Encore, s'ils faisaient quelque chose, jusqu'à ce qu'on forme une vraie armée, d'accord ; mais là, ils ne font que toucher un salaire que l'Etat leur verse ! »

Pourtant, la décision du gouvernement sera difficile à appliquer. Dès dimanche matin, un officier de l'armée, sous couvert d'anonymat, tempori-

sait : « Les opérations dureront entre deux et trois semaines. » Tout dépendra, en fait, de la volonté du gouvernement : un « nettoyage » complet, ou quelques opérations coups de poing, pas forcément suivies des faits. Pour la seconde solution, c'est fait : une petite dizaine de milices ont été démantelées en quelques jours. A Tripoli, deux milices se sont dissoutes à l'arrivée sur leur base de la Force nationale mobile, cette brigade anti-milice elle-même composée de rebelles. A Derna, dans l'est du pays, deux autres se sont auto-sabordées. Et à Benghazi, deux brigades supplémentaires ont été placées sous l'autorité du gouvernement. Mais depuis une semaine, il n'y a plus guère d'avancée.

Légitimes ou illégitimes ?

Car pour aller plus loin, le gouvernement rencontre de nombreuses difficultés. D'abord, si ces milices rendent les bâtiments à l'Etat, il semble que toutes n'aient pas pensé à y laisser les armes qui vont avec. Sachant qu'il y a environ quatre armes par habitant en circulation dans toute la Libye, les conséquences pourraient s'avérer dramatiques. C'est pourquoi le gouvernement a commencé de nouvelles collectes d'armes le week-end dernier à Benghazi et à Tripoli. S'ils ont récupéré près de 600 types d'armes (des fusils antiaériens aux mines terrestres, en passant par des tanks), il est clair que certains habitants ne sont pas prêts à toutes les rendre. A l'image de cet ancien révolutionnaire vivant à Benghazi : « J'ai rendu les armes que j'avais récupérées, mais j'en ai gardé une kalachnikov... pour ma sécurité. »

En tout cas, le message du gouvernement sur le sujet est clair. « Il sera bientôt interdit de se balader dans les rues avec une arme. Et tout possesseur d'arme devra obtenir une licence », a indiqué Moustapha Abou Chagour, le Premier ministre qui devrait entrer en fonction dans les prochains jours. Mais la difficulté est ailleurs : comment distinguer les brigades « légitimes » de celles qui ne le sont pas ? Le ministère de la Défense a des difficultés à identifier les milices à démanteler. Ainsi, le porte-parole de l'armée, le Colonel Ali Sheikhi, est sûr de ne pas se tromper en affirmant : « Il y en a entre 20 et 1.000 ». La fourchette est large.

Formées pendant la Révolution, celles-ci se sont installées dans des bâtiments publics ou d'anciennes maisons de kadhafistes. Leurs membres sont généralement de jeunes rebelles dont le nombre a beaucoup diminué depuis la chute de Mouammar Kadhafi. « La plupart ont quitté les milices pour reprendre leurs études, leur travail », explique Mabrouk qui dit avoir beaucoup d'amis dans ce cas. Des départs qui ont provoqué une réorganisation des « katiya », comme on les appelle en Libye. Ainsi, Ansar al-Charia a, en fait, été créée après la Révolution à partir d'autres brigades dissoutes.

Autre problème : le poids de certaines milices. Car si certaines milices sont légitimées par l'Etat, c'est bien parce que celui-ci n'a pas vraiment eu le choix. La milice de Zintan (au sud-ouest de Tripoli), par exemple, ne sera certainement pas démantelée d'aussitôt. Et pourtant, elle fait régner sa propre loi, jusqu'auprès du gouvernement : elle n'a jamais accepté de transférer le prisonnier libyen le

Des forces armées non identifiées qui paraden
à Tripoli en juin 2012.



PHOTO: MARYLINE DUMAS

plus célèbre, Saïf al-Islam Kadhafi, à Tripoli.

Amer Juma est le chef de la brigade tripolitaine Saroya al Hamara, le « château rouge » - « comme le sang », explique un milicien, mais aussi comme les remparts qui jouxtent la célèbre place des Martyrs à Tripoli. Il reçoit dans sa katiba, « une ancienne réserve de banque » selon Amer Juma, dans la cour de laquelle trône un pick-up surmonté d'une mitrailleuse. Ce petit homme en djellaba affirme avoir eu « 1.850 gars » sous ses ordres « au plus fort de la révolution ». Lors de notre visite, seule une dizaine de personnes traînaient, kalachnikov à l'épaule, dans le bâtiment délabré qu'ils occupent dans le centre de Tripoli. « Combien j'ai d'hommes aujourd'hui? Sous Kadhafi, j'aurais pu vous arrêter pour avoir posé cette question », réplique l'homme de 62 ans pourtant très jovial.

« La police nous appelle »

Saroya al Hamara est une milice officielle : Amer Juma a accepté en janvier l'autorité du ministère de l'Intérieur. Dorénavant, « nous ne travaillons que sous leurs ordres. Quand la police veut appréhender une personne, ou organiser un barrage, ils nous appellent, car ils ne sont pas

armés, nous si. » Selon ce colonel retraité de l'armée de Mouammar Kadhafi, tous ses hommes ont accepté l'autorité du gouvernement. C'est le cas de Hicham. Il a signé en mai un contrat avec le ministère. Certains de ses collègues touchent un salaire (553 dinars, soit environ 333 euros), mais pas lui : « On ne sait pas pourquoi, c'est comme ça. On a rempli le dossier en même temps pourtant. » En attendant, il gagne sa vie en jouant les intermédiaires dans les transactions immobilières.

Le jeune homme aux yeux verts affirme cependant que d'autres miliciens n'ont pas accepté la tutelle de l'Etat, « par manque de confiance »... ce qui ne les empêche pas de travailler au sein de milices, dites « légitimes ». La situation s'avère brumeuse. C'est probablement pour cela que le gouvernement se contente, pour le moment, de dissoudre les milices illégitimes. Une décision plus réaliste. Quoique...

Walid Aribi est le numéro deux d'Amer Juma. C'est aussi un membre de la force nationale mobile. Créée il y a « deux à trois mois » selon lui, cette « milice anti-milice » se compose de membres de brigades légitimes de Tripoli. C'est elle qui a délogé les katiba illégitimes, dont celle qui occupait le camp de Regatta, qui servait de résidence d'été aux proches

de Kadhafi. A la question « qu'avez-vous fait des hommes ? », l'homme de 34 ans répond par une autre question : « Quand tu récupères un voleur, qu'est-ce que tu en fais ? » Quelques minutes plus tard, il reconnaît « les avoir accompagnés au bâtiment 17 », pour, comprend-on, en substance, les interroger. Le « bâtiment 17 » ressemble plus ou moins à une garnison militaire. Situé au bord de la mer, à Jazour, une petite ville de banlieue à l'ouest de Tripoli, le lieu est interdit d'accès aux journalistes. De l'entrée, on y aperçoit une impressionnante collection de pick-up surmontés de mitraillettes.

Hicham, lui, n'approuve pas vraiment ces « démantèlements forcés » : « les gens qui occupent les maisons d'anciens kadhafistes se sont battus pour les avoir. Il y a eu des morts, des blessés. On leur demande de donner leurs armes, comme ça, à des gens qui n'ont même pas combattu ! » Car le premier reproche des miliciens envers les forces armées est bien celui-là : « Ils ne se sont pas battus pour libérer la Libye. D'ailleurs, ce sont les mêmes qui travaillaient sous Kadhafi », explique un rebelle participant à un sit-in devant le Congrès national libyen. Pour Hicham, le problème n'est pas le démantèlement, mais la méthode : « Il faut négocier ! Il faut donner quelque chose de

concret à ces jeunes : du travail, des formations... »

Du concret, c'est ce qu'attend « Mohameti » - surnom qui fait référence au méchant d'un film turc. Lui aussi membre de la brigade Saroya al Hamara, il rêve depuis la fin de la Révolution d'intégrer l'armée. Cheveux gominés et carrure massive, il affirme avoir participé à un entraînement des « best forces » (« les meilleures forces », littéralement) organisé par l'armée il y a trois mois. « Ils m'ont dit qu'ils allaient me prendre, mais je n'ai toujours rien signé. Je n'ai plus de nouvelle. » Alors l'ancien propriétaire de cybercafé tue le temps dans la katiba.

Amer Juma, lui aussi, en rêve, mais d'un autre point de vue : « La seule chose que je veux, c'est incorporer mes gars qui le souhaitent dans l'armée. Après, je rentre chez moi retrouver ma femme. Terminé ! ». Ils devront probablement attendre encore de longues semaines. L'armée fait partie du programme du gouvernement du Premier ministre Abou Chagour, élu le 12 septembre. Il devrait bientôt former son gouvernement. Et cette armée, il faut commencer par la créer.

Maryline Dumas est correspondante pour le woxx en Libye



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • Herausgeberin: woxx soc. coop. • Redaktion und Layout: Luc Caregari (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter (susanne.hangarter@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), David Wagner (david.wagner@woxx.lu), Christiane Walerich (christiane.walerich@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. Karikaturen: Guy W. Stoos • Fotos: Christian Mosar • Verwaltung: Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • Bürozeiten: Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • Druck: c. a. press, Esch • Einzelpreis: 2,00 € • Abonnements: 52 Nummern kosten 85 € (Ausland zzgl. 32 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 40 € • Konto: CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • Anzeigen: Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Régie, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • Recherchefonds: Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • Post-Anschrift: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • Büros: 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • E-Mail: woxx@woxx.lu • URL: www.woxx.lu • Tel. (00352) 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79